

Brèves...

"UN TOIT POUR TOUTES ET TOUS »

**CONTRE LA PRECARISATION DE NOS VIES !
PERSONNE NE DOIT DORMIR DANS LA RUE !**

Exigeons, ensemble, la création immédiate de places d'hébergement répondant aux besoins de toutes les populations sans abri et la mise en place d'accompagnement social adéquat.

Le mercredi 30 janvier 2013

A Rouen, rendez-vous à 9h00 devant le Théâtre des Arts

**Pour les étrangers,
le changement, il y a urgence !**

Manifestons SAMEDI 2 FEVRIER

15 h Préfecture

Pour exiger :

- une véritable politique du Droit d'Asile
- l'abrogation du CESEDA
- l'arrêt des expulsions et la régularisation de tous les sans papiers
- la fermeture des centres de rétention, dont Oissel
- le droit au logement pour tous
- pas d'Européens de seconde zone

Réunion publique unitaire

**Pour la gratuité des
transports en commun à
Rouen**

Jeuudi 7 Février - 20 h 00

Halle aux toiles Rouen

Conseil Général 76 :

Éducateurs de rue... à la rue !

Le Conseil général de Seine-Maritime, à majorité socialiste, a divisé par deux le budget de la prévention spécialisée :

6, 8 millions en 2012... 3, 4 millions en 2013.

Une conséquence directe du budget d'austérité, voté par les députés socialistes, qui gèle l'enveloppe de l'État aux collectivités territoriales et prévoit de la réduire de 1, 5 % pour les deux prochaines années. Un budget qui taille dans le social, la mission essentielle des conseils généraux. Et comme depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir, le conseil général ne réclame plus à l'État les 820 millions d'euros qu'il lui doit, pour transfert de charge non compensé, c'est l'austérité assurée.

Manifestation à Rouen devant le conseil général, le jour du vote, de 150 éducateurs de rue, avec des jeunes des quartiers : Canteleu, Darnetal...

Occupation et haka dans le hall du Conseil Général d'une quarantaine d'éducateurs, avec des panneaux « le changement, c'est maintenant », pour dénoncer un budget qui va supprimer une centaine d'éducateurs de rue dans le département, mettre la prévention par-dessus bord, et la police comme seule réponse à la délinquance.

Un budget qui réduit aussi la masse salariale du Conseil Général 76. « Une machine à broyer les espoirs » selon Jean-Louis Jegaden, porte-parole des élus PCF-Front de gauche au conseil général... qui se sont pourtant honteusement abstenus sur ce budget d'austérité « pour être les plus utiles possible, au sein de notre majorité ».



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE
www.npa2009.org

POUR PRENDRE CONTACT :

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA – 40 rue des Murs St Yon 76100 ROUEN
Ou par mail à : npa.rouen-agglo@orange.fr

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél :

Mail :

NON À L'INTERVENTION MILITAIRE FRANÇAISE AU MALI

A en croire le gouvernement comme les médias aux ordres l'intervention militaire française au Mali n'aurait d'autre but que de combattre le terrorisme et les groupes islamistes qui veulent s'imposer à la population. François Hollande justifie sa guerre en reprenant le même discours que Bush pour justifier la guerre en Irak ou celle d'Afghanistan. Au Mali comme en Irak ou en Afghanistan, le terrorisme n'est qu'un prétexte. Comme en Afghanistan, la guerre engagée pour le compte des grandes puissances occidentales ne pourra que donner de nouvelles armes aux groupes terroristes islamistes, aggraver l'instabilité politique de la région du Sahel comme les souffrances des populations. La dramatique et sanglante issue de la prise d'otage en Algérie en est une cruelle démonstration.

Offensive contre les peuples

« *L'objectif, c'est la reconquête totale* » a déclaré Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense. Mais la reconquête pourquoi et au profit de qui? Cette guerre s'inscrit dans la continuité de la politique et des interventions militaires de la France, vieille puissance coloniale et gendarme de l'Afrique. Elle renforce les dispositifs militaires mis en place au Tchad, au Burkina Faso ou en en Mauritanie L'occupation du Nord du Mali par les groupes armés islamistes est la conséquence de l'intervention sous l'égide de l'Otan en Libye. La crise malienne provient, avant tout, de l'impasse économique et sociale des politiques libérales imposées par l'impérialisme qui ruinent le développement et condamnent les peuples à la misère. La guerre engagée par Hollande répond aux intérêts géostratégiques et économiques des multinationales qui, ici, mènent leur guerre sociale contre le monde du travail.

Non à l'union nationale

Au parlement, tous les partis se sont, d'une façon ou d'une autre, ralliés à Hollande. Jean-Marc Ayrault a salué « *l'esprit de responsabilité dont toutes les forces politiques ont témoigné depuis le 11 janvier* ». Jean-François Copé lui a fait écho, « *l'esprit d'union nationale doit s'imposer à tous* ».

« *Le rôle d'un responsable politique, c'est de penser à l'intérêt de la France et des Français* » selon Marine Le Pen qui a jugé « *légitime* » l'intervention. A gauche aussi, même discours. La gauche parlementaire, Europe-écologie- les Verts, le Front de Gauche, n'ont pas osé contester le bien-fondé de l'intervention, dénoncer ses véritables objectifs.

Cette guerre, ce gouvernement ne sont pas les nôtres

Les travailleurs, toute la population n'ont, eux, aucune raison d'être solidaires du gouvernement et de ceux dont il sert les intérêts, ici comme dans cette sale guerre. La nouvelle aventure militaire dans laquelle il engloutit des millions d'euros ne défend en rien les intérêts des populations déshéritées du Mali.

A leur union nationale, nous opposons la solidarité des travailleurs et des peuples, par-delà les frontières. Le peuple Malien a besoin de développement, de dignité et de prospérité, pas de bombes et de servitude. C'est à lui de décider librement de son sort. Hors du Mali les troupes françaises!

22 janvier 2013